

Cdt Fischer

Paris, le 12.12.1997

-5e Promotion CID-

groupe D6

PLAN:

Liste des abréviations

3

1.Introduction

1.1 Nouvel environnement de la sécurité

4

1.2 Objectif du mémoire et plan

4

2. Situation actuelle de l'élargissement de l'OTAN

5

3. L'Allemagne et l'élargissement de l'OTAN
6

3.1 La situation géopolitique de l'Allemagne
7

3.2 Les aspects géopolitiques
7

3.3 Les aspects complémentaires
9

4. La coopération avec la Russie comme
10

facteur déterminant

5. Conclusion
11

Bibliographie
12

Annexes I -VII
13-19

-
-
-
-
-
-
-
-
-
-

Liste des abréviations:

CEI = Communauté des Etats Indépendants

CCNA= Conseil de Coopération Nord Atlantique

CPEA = Conseil du Partenariat Euro-Atlantique

GFIM = Groupement de Forces Interarmées et Multinationales

OSCE = Organisation de Sécurité de Coopération Européenne

OTAN = Organisation du Traité Atlantique Nord

-

-

PPP = Programme pour le Partenariat de la Paix.

PJC = Conseil Conjoint Permanent OTAN-RUSSIE

-

-

UE = Union Européenne

-

-

-

-

1. Introduction

1.1 Nouvel environnement de la sécurité

Les événements, qui se sont déroulés à la fin des années 80 et au début des années 90, pourraient être désignés, sans qu'on exagère, comme

une révolution européenne. La conséquence évidente, fut l'unification de l'Allemagne et la liberté des états européens. Les défis à relever, du point de vue de la paix et de la politique de sécurité, sont donc, aujourd'hui, totalement différents. C'est à dire que la menace unidirectionnelle de la Guerre Froide a disparu et qu'il s'agit maintenant d'un vaste spectre de risques et de conflits à la périphérie de l'Europe (Balkans, Caucase, Afrique du Nord ou Proche-Orient).

En même temps, la région euro-atlantique se trouve dans un processus de transformation d'une dimension historique. Les états de l'Europe centrale et orientale ont choisi d'établir la démocratie, l'économie libre et de respecter le droit individuel. Il est bien évident que nos voisins à l'Est cherchent leur avenir politique et économique dans la Communauté Européenne et dans l'Alliance Atlantique.

A cet égard, l'OTAN a commencé à relever les défis de cette nouvelle ère pour qu'elle puisse toujours agir, dans ces nouvelles conditions, comme une organisation bien adaptée aux besoins, ainsi que remplir sa mission principale, qui consiste à assurer la paix, la liberté et la sécurité sur le territoire des états membres. Bien que l'esprit de l'OTAN soit déjà bien conforme à ces nouveaux donnés, toutes les restructurations ne sont pas encore terminées. D'une part, il faut continuer à assouplir les structures politiques et militaires de l'Alliance et d'autre part, il faut trouver une réponse à la question de l'intégration des nouveaux membres.

Mais le processus est en pleine évolution comme le dernier sommet de l'Alliance à Madrid nous l'a bien montré. A cette occasion, des décisions exceptionnelles pour l'élargissement de l'OTAN à l'est ont été prises. Certaines voix ont déclaré à cet instant qu'il s'agissait d'un événement historique.

1.2 Objectif du mémoire et plan

Ainsi le thème du mémoire revêt une actualité particulière. L'objectif est d'analyser les raisons, qui montreront la position de l'Allemagne pour l'élargissement de l'Alliance à l'est de l'Europe. L'analyse se concentre exclusivement à la description des aspects et des arguments allemands concernant l'ouverture de l'OTAN. Ils sont, bien entendu, dans la majorité des cas, très proches des avis des autres partenaires européens. Nul doute qu'une comparaison des différents points de vue ainsi qu'une discussion de l'utilité de l'OTAN à l'avenir seraient intéressantes. Mais elles ne sont pas traitées dans ce mémoire par souci de concision.

Ce mémoire a pour ambition de montrer, que l'Allemagne a un intérêt vital à l'établissement d'une zone de stabilité au centre et à l'est de l'Europe, où la sécurité est assurée conjointement par l'OTAN et l'UE. La Russie doit être traitée, dans ce contexte, comme un partenaire privilégié.

Comme le processus de l'adaptation et de l'ouverture de l'OTAN à l'est est une évolution successive depuis 1990, il est tout d'abord nécessaire de décrire brièvement le développement de l'OTAN dans ces dernières années et de concrétiser la situation actuelle. Ensuite 4 aspects seront présentés, qui vont illustrer l'intérêt de l'Allemagne à l'ouverture de l'OTAN. Enfin, il s'agira d'analyser la coopération et le partenariat avec la Russie comme facteur déterminant.

2. Situation actuelle de l'élargissement

Après le grand changement de la situation sécuritaire du continent européen, le mot clef de la paix est aujourd'hui le mot " stabilité ". Il ne s'agit plus de gagner une telle stabilité par une " balance of power " à la façon du 19e. siècle, mais il s'agit de la gagner par l'intégration politique. Partout où les structures démocratiques s'établissent, une économie dynamique et libre s'installe, la justice sociale et les droits de l'homme sont acceptés, on peut vaincre les facteurs d'instabilité et permettre ainsi à la stabilité de se répandre.

Ce constat est l'idée maîtresse de l'OTAN ainsi que l'esprit principal de la politique de sécurité allemande. Un tel raisonnement explique l'engagement fort de l'OTAN pour l'élargissement à l'est. Dès le début de sa nouvelle orientation, l'OTAN a pris en compte ce critère et a fait des progrès considérables. Le développement et l'approche successive de l'OTAN aux anciens pays de Pacte de Varsovie va être maintenant décrit.

La nouvelle orientation de l'OTAN a évidemment commencé par la déclaration de Londres en 1990. Première, où la première fois, il est fait mention d'une Europe libre et entière. L'Alliance s'est, ainsi, désignée comme moteur des changements au profit de la sécurité européenne. Symboliquement l'OTAN a déclaré donner, aux anciens adversaires de la Guerre Froide, " la main de l'amitié ".

Au sommet de Rome en novembre 1991 la nouvelle stratégie de l'OTAN était choisie. Elle est basée sur une définition de la sécurité

plus vaste et se compose des nouveaux éléments de la coopération et du dialogue. En plus, on a fondé le Conseil de coopération nord-atlantique (CCNA). Il s'agit d'une plate-forme de consultations entre les 16 états de l'OTAN et, au début, 9 états de l'Europe centrale et orientale.

De plus, les résultats du sommet de Bruxelles, en Janvier 1994, étaient remarquables, le Programme pour le Partenariat de la Paix (PPP) a été adopté. Tous les membres du CCNA et tous les états de l'OSCE y étaient invités. En outre, la conception du GFIM était créée, accompagnée par d'autres mesures pour accélérer et approfondir le développement d'une identité de sécurité et défense européenne.

La période entre 1989 et 1994 pourrait être définie comme la phase de l'orientation et des modifications. En revanche, la nouvelle structure militaire et politique de l'OTAN a commencé à se former concrètement, dès la fin de l'année 1994 (par exemple: montée en puissance des forces de réaction aux crises, restructuration des structures de commandement, opérations " out of area " sous l'égide de l'OTAN, exercices au sein de PPP, etc.).

Les accords et les décisions pris pendant les diverses conférences de l'OTAN de cette année, ont sans doute d'une qualité décisive pour réaliser une architecture de sécurité en Europe juste et durable. Parmi ces événements, le sommet de Madrid en juillet 1997 était le plus important. En effet, il a été décidé concrètement l'ouverture à l'est. Parmi les 12 états de l'Europe centrale et orientale, qui avaient demandé une intégration dans l'OTAN, la Pologne, la République tchèque et la Hongrie ont été invitées à rejoindre l'Alliance, conformément à l'article 10 du Traité de Washington. Après les procédures de la ratification nécessaires, il est prévu que les 3 pays rejoindront l'Alliance en 1999, date du 50e anniversaire de l'OTAN.

Toutefois il ne faut pas oublier que le sommet de Madrid avait été précédé par trois décisions importantes: La création du Conseil Conjoint Permanent OTAN-Russie (PJC) à Paris le 27 mai 1997, la fondation du Conseil du Partenariat Euro-Atlantique (CPEA) le 30. mai 1997 à Sintra et la Charte de Partenariat avec l'Ukraine . Au sein du Conseil Conjoint Permanent OTAN-Russie, la Russie possède dès à présent la possibilité de s'exprimer auprès de l'OTAN en permanence au sein d'un organe institutionnalisé et privilégié La Charte de Partenariat entre l'OTAN et l'Ukraine va approfondir les relations entre eux. Enfin, la création du CPEA par l'OTAN va relever le CCNA et va mener et gérer toutes les activités de PPP entre l'OTAN et les membres de PPP.

3. L'Allemagne et l'élargissement de l'OTAN

Dès le début de la discussion concernant l'élargissement de l'OTAN à l'est, l'Allemagne a voté pour une telle option. Déjà en octobre 1993, pendant une rencontre informelle entre les ministres de la défense de l'OTAN à Travemünde, le Ministre de la Défense allemande, Volker Rühle, avait clairement exprimé sa volonté de concrétiser rapidement toutes les questions concernant une ouverture de l'Alliance à l'est. Par la description suivante une telle action est bien compréhensible.

-

3.1 La situation géopolitique de l'Allemagne

Avec sa population de 80 millions, l'Allemagne est une puissance centrale située au milieu du continent européen. Ainsi, l'Allemagne est le pays européen, qui possède le plus grand nombre de voisins et n'est pour la première fois de son histoire qu'encerclé par des états amis.

Comme pays fortement industrialisé, l'Allemagne est un point clef dans la structure des puissances européennes. Une puissance économique, un fort potentiel militaire exprimé par des moyens conventionnels et une grande influence dans les plus importantes organisations internationales, donneront à l'Allemagne la possibilité mais aussi la responsabilité de participer activement à la création du nouveau visage continental de l'Europe. Par contre, l'Allemagne est comme aucun autre état sensible à toutes les instabilités en Europe, du fait de sa situation géostratégique.

En conséquence l'Allemagne a un intérêt particulier à l'intégration et à la coopération de ses voisins européens de l'est et de l'ouest. Car, c'est selon elle le meilleur moyen pour assurer les conditions d'une stabilité commune et durable. Il existe d'autres raisons à cet intérêt. Ce sont les liaisons et les interdépendances étroites des états, la dépendance en matières premières et notre renonciation aux armements nucléaires. C'est pourquoi la sécurité de l'Allemagne est assurée de la meilleure façon dans le cadre complémentaire de l'OTAN et de l'UE.

3.2 Les aspects géopolitiques

-

I. L'aspect géopolitique concernant directement la sécurité allemande

En identifiant les zones de stabilité et d'instabilité sur le continent européen, il est évident qu'après l'unification de l'Allemagne, la nouvelle limite qui les sépare est présentée par la frontière est de l'Allemagne (Oder-Neisse Linie). Bien que les états de l'Europe centrale et orientale aient choisi la démocratie et l'économie libre, leur situation est toujours relativement instable. Un succès, malgré leur effort, n'est pas du tout garanti. Principalement, il n'est pas acceptable que la frontière germano-polonaise et germano-tchèque reste la limite entre stabilité et instabilité. Une telle situation ferait accepter le risque d'instabilité possible à proximité du territoire allemand et européen et laisserait la possibilité à celui-ci de s'étendre directement à l'ouest. L'immigration n'est qu'un exemple parmi d'autres.

Pour prévenir une telle évolution, l'alternative est l'exportation des conditions de stabilité. Ce qui est réalisable par une intégration des pays voisins de l'Allemagne dans l'OTAN. La sécurité allemande à l'Est sera donc principalement assurée de la meilleure façon, lorsque la Pologne, la République tchèque et la Hongrie seront intégrés.

La décision prise au sommet de Madrid d'inviter ces pays à rejoindre l'OTAN est alors parfaitement conforme à la position allemande. Cependant, l'intégration de ces 3 pays ne suffit pas à régler le risque d'instabilité.

-
-
-

II L'aspect géopolitique d'une vaste zone de stabilité à l'Est

A côté de la Pologne, de la République tchèque et de la Hongrie, 9 autres pays ont demandé de rentrer dans l'OTAN. A long terme il faut alors trouver une réponse à la question, si le processus évolutif d'élargissement doit aller jusqu'à la frontière russe ou devrait être arrêté à hauteur d'une ligne géographique européenne à définir.

Le problème est sans doute qu'une zone " stratégiquement vide " au centre de l'Europe entre l'OTAN et la Russie n'est pas acceptable à long terme, car elle provoquerait la désorientation des pays concernés. Sans aide et sans perspective, il est peu probable que les pays d'Europe centrale seraient seuls capables d'assurer leurs restructurations avec succès. La conséquence d'un échec pourrait considérablement augmenter le risque d'instabilité. Du point de vue allemand, une ouverture de l'Alliance au-delà de l'Europe centrale de Visegrad serait souhaitable. Dans une telle zone l'OTAN et l'UE seraient responsables pour assurer la sécurité. La garantie donnée par l'engagement de la puissance militaire des Etats-Unis montrerait que cette ouverture est sérieuse et durable.

La mise en oeuvre d'un élargissement de l'OTAN plus considérable à l'est est bien entendu dépendant de facteurs et de conditions complexes, dont les principaux sont les suivants:

- Le volume de l'élargissement de l'Alliance est fortement lié au consentement des Etats-Unis. Une intégration des nouveaux membres, sans que les Etats-Unis donnent leur garantie de protection par leurs propres moyens militaires, les armes nucléaires notamment, ne présente pas une contribution sérieuse pour la stabilité de ses pays candidats.
- Les états, qui souhaitent rejoindre l'OTAN, doivent posséder un certain niveau de développement sur le plan politique et économique; autrement, ils ne sont pas encore prêts et ne peuvent donc prétendre à devenir membre de l'Alliance.
- L'opérationalité et le fonctionnement de l'Alliance ne doivent pas mettre en danger par une ouverture trop rapide.
- Un dialogue et une coordination avec la Russie sont indispensables pour l'établissement d'une vaste zone de stabilité (voir dans partie 4 du mémoire).

Bien qu'il soit souhaitable d'installer une vaste zone de stabilité en Europe centrale et orientale du point de vue allemand, il faut constater qu'il s'agit d'un processus progressif et à long terme. Une première phase consisterait à intégrer dans l'UE les pays candidats, qui ne sont pas encore prêts à rejoindre l'OTAN. Dans une deuxième phase une ouverture de l'Alliance pour les membres de l'UE à l'Est, remplissant les conditions précitées, pourraient suivre. Un tel encadrement par ces deux organisations assurerait sans doute une plus grande stabilité sur le continent européen.

Au sommet de Madrid, l'OTAN a pris en compte une telle perspective pour les états, qui ne remplissent pas encore les conditions nécessaires. Ainsi, l'Alliance " ne leur a pas fermé la porte ". A cet égard le Secrétaire Général de l'OTAN, Javier Solana, a déclaré très clairement dans son communiqué devant la presse ,le 8. juillet 1997, à Madrid:

" Nous réaffirmons que l'OTAN reste ouverte à de nouveaux membres conformément à l'article 10 du Traité de Washington. L'Alliance continuera d'accueillir de nouveaux membres susceptibles de favoriser le développement des principes du Traité et de contribuer à la sécurité de la région euro-atlantique. "

3.3 Les aspects complémentaires

-

III. L'acceptation au droit d'autodétermination

Conformément à l'article 10 du Traité de Washington du 4. avril 1949, chaque état européen qui remplit les conditions pour rejoindre l'Alliance, a principalement le droit de devenir membre, à la condition

que les autres états membres donnent leur consentement. C'est d'ailleurs de cette façon que l'Allemagne est rentrée dans l'OTAN en 1955.

Les jeunes démocraties d'Europe centrale et orientale sont évidemment persuadées que leur sécurité future sera assurée, de la meilleure façon, au sein de l'OTAN. Il n'y a aucune raison de refuser une telle possibilité. Il faut respecter le droit à l'autodétermination de ces pays, car ces anciens pays de Pacte de Varsovie sont aujourd'hui libres dans leur choix; ils sont redevenus des états indépendants. En conséquence, ces états doivent avoir le droit de choisir eux-mêmes quelle organisation ils souhaitent rejoindre.

-

IV. L'aspect de la politique étrangère

Historiquement les liaisons de la politique étrangère allemande avec les états de l'Europe centrale et orientale ne sont toujours pas sans problèmes. Un exemple récent en est le Traité de réconciliation avec la République tchèque, qui était accompagné de discussions longues et tenaces, jusqu'à sa signature en 1995. Un approfondissement des liaisons avec les pays voisins à l'est serait réalisable de la meilleure façon dans une alliance. C'est pourquoi l'Allemagne souhaite un encadrement non seulement par l'OTAN mais aussi par l'UE, parce qu'une telle situation est la plus favorable pour faciliter les relations de la politique étrangère.

-

-

4. La coopération avec la Russie comme facteur déterminant

Malgré sa faiblesse actuelle sur le plan économique et la restructuration profonde de son système politique, la Russie reste un élément considérable de géopolitique sur le continent européen. Ce constat se justifie particulièrement par la taille de son territoire et le volume de sa population.

En revanche, c'est justement le grand territoire russe, s'étendant largement en Asie, qui exclut, a priori, le choix d'une intégration dans l'OTAN. De fait, l'équilibre interne de l'Alliance serait évidemment détruit. En effet, la zone d'intérêt de l'Alliance ne se situe pas en Asie.

Cependant une bonne partie du territoire russe se trouve en Europe, et il existe des relations historiquement étroites entre ce pays et les pays européens. Il est donc bien évident qu'une stabilité durable ne se construira pas par exclusion de la Russie mais par coopération. Ainsi la

relation privilégiée OTAN-Russie est bien le facteur déterminant de l'ouverture de l'OTAN à l'est.

Notamment, l'Allemagne a intérêt à ce que l'élargissement à l'est ne deviennent pas une action de deux processus expansifs en concurrence. C'est à dire, d'une part une politique d'élargissement de l'ouest à l'est menée par l'OTAN et d'autre part une politique d'expansion de l'est à l'ouest menée par la Russie. Le résultat final serait, alors, une nouvelle ligne de démarcation. Un tel échec politique, avec une nouvelle confrontation entre l'est et l'ouest, serait sans doute très préjudiciable pour l'Allemagne. En effet, elle se retrouverait à nouveau en première ligne.

Ainsi, les conditions pour une sécurité commune européenne doivent être fixées conjointement avec la Russie. Elle doit pouvoir exprimer ses intérêts concernant l'élargissement otanien vers ses frontières. Celui-ci, dans tous les cas, ne fait pas conduire à des bouleversements en Russie.

Un partenariat privilégié entre la Russie et l'OTAN existe d'ailleurs, comme cela a été présenté précédemment à travers du Conseil Conjoint Permanent OTAN-Russie. En fait, il s'agit d'un début, qui pourrait construire les bases éventuelles d'un système de sécurité européenne omniprésente et comprenant une coopération avec la Russie. Une telle structure constituerait les deux piliers de coopération, l'un comprenant l'OTAN et l'UE élargi de l'ouest jusqu'à l'Europe centrale, et le second comprenant la CEI sur le territoire euro-asiatique. L'OSCE pourra toujours jouer son rôle complémentaire de diplomatie préventive et de siège pour les accords et contrôles concernant le désarmement.

En revanche, l'OSCE n'est pas susceptible de remplacer l'OTAN et l'UE pour assurer la sécurité en Europe. Ses membres sont trop nombreux et trop déployés pour assurer un fonctionnement opérationnel et efficace. De plus, elle ne possède pas de structures militaires et conformément à son origine, elle n'est pas prévue comme une organisation de défense collective. Malgré tout, la Russie a proposé quelquefois une telle construction comme alternative, mais cette solution ne contribuerait en rien à la stabilité en Europe.

-

5. Conclusion

L'ambition de ce mémoire était de montrer que l'Allemagne a un intérêt vital à l'établissement d'une zone de stabilité à l'est de l'Europe, dans laquelle l'OTAN et l'UE assureraient conjointement la sécurité. Cet intérêt était d'illustrer les aspects suivants:

1. la frontière est de l'Allemagne ne peut rester la limite entre la stabilité et l'instabilité. Une adhésion des pays directement voisins à l'Allemagne dans l'OTAN et dans l'UE serait, donc, souhaitable.
1. une zone " stratégiquement vide " au centre de l'Europe serait une source d'instabilité permanente. C'est pourquoi un transfert de stabilité au-delà des pays de Visegrad passe par l'ouverture de l'OTAN et l'UE.
2. chaque état, qui désire devenir membre de l'OTAN, doit avoir une possibilité réaliste de rejoindre l'Alliance.
3. Pour développer les relations de la politique étrangère allemande avec les jeunes démocraties, la meilleure manière qu'il soient tous membres des deux Alliances (OTAN, UE).

Les résultats du sommet de Madrid ont maintenant donné une OTAN dans laquelle, l'engagement en faveur d'une sécurité et d'une stabilité européennes élargies n'est plus seulement une ligne de conduite, mais reflète désormais clairement dans la conduite à tenir. Mais ce n'est qu'un premier pas et l'Alliance doit prouver, dans les années qui viennent sa compétence à réaliser l'adhésion de ces nouveaux membres.

Toutefois, face à un optimisme compréhensible, il ne faut pas oublier que la Russie, malgré sa signature du document créant le Conseil conjoint permanent, a toujours officiellement refusé d'accepter l'élargissement de l'OTAN. De plus, les réactions, la patience et les choix des pays, qui n'ont pas encore reçu une invitation à rejoindre l'OTAN, restent des facteurs d'incertitude. Enfin, il ne faut pas négliger l'influence des coûts de l'élargissement sur ces décisions futures.

Ce sont seulement quelques défis à relever, qui montrent bien que la question de l'ouverture de l'OTAN restera jusqu'au siècle prochain à l'ordre du jour dans la politique transatlantique.

Sans aucun doute il est de l'intérêt de l'Allemagne que les résultats des conférences sur l'OTAN, de cette année, créent une architecture de sécurité durable jusqu'au prochain millénaire. On peut même penser que ces conférences, si elles assurent une stabilité durable, auront une valeur historique pour la paix en Europe comme celle concernant la Paix de Westfalie en 1648 ou la Traité de Vienne de 1815.

-

-

-

Bibliographie:

1. Bogaturov, Alexi, La Russie, l'élargissement de l'OTAN et les silences de Moscou, dans: Défense, N° 75, 1997.

1. Clement, Rolf, Statt Konfrontation Kooperation, dans: Loyal, N° 6, 1997.

2. Cornish, Paul, L'OTAN à l'aube du nouveau millénaire: de nouvelles missions, de nouveaux membres.....une nouvelle stratégie ?, dans: Revue de l'OTAN, N° 5, 1997.

3. Déclaration de Madrid sur la sécurité et la coopération euro-atlantique, 8. juillet 1997.

4. NATO-Handbook, Appendix V, chronology of events, Bruxelles 1995.

5. Ose, Dieter, Hand in Hand für die Sicherheit , dans: Information für die Truppe, N° 6, 1997.

6. Rühle, Volker, Die neue NATO, dans: Sicherheit und Frieden, N° 14, 1996.

7. Rühl, Lothar, Deutschlands Interesse an der NATO-Osterweiterung, dans: Internationale Politik, N° 11, 1996.

8. Schmückle, Gerd, Welche Folgen hat die NATO-Osterweiterung ?, dans: Der Spiegel, N° 7, 1997

9. Study on NATO Enlargement, Bruxelles, septembre 1995.

10. Traité de l'Atlantique Nord, Washington 1949, article 10.

11. Weise, Hans-Heinrich, Die Agenda deutscher Sicherheitspolitik, dans: Der Mittler Brief, N° 3, 1996.

12. Weisser, Ullrich, NATO ohne Feindbild, Berlin 1992.

-

-

-

-

ANNEXE I :

L'evolution de l'ouverture de l'OTAN à l'est.

ANNEXE II :

Déclaration de Madrid sur la sécurité et la coopération
euro-atlantiques

ANNEXE III :

Document de base du Conseil de Partenariat Euro-Atlantique.

ANNEXE IV :

Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité
mutuelles entre l'OTAN et la Fédération de Russie.

ANNEXE V :

Charte de partenariat spécifique entre l'OTAN et l'Ukraine

ANNEXE VI :

Les nouveaux membres de l'OTAN.

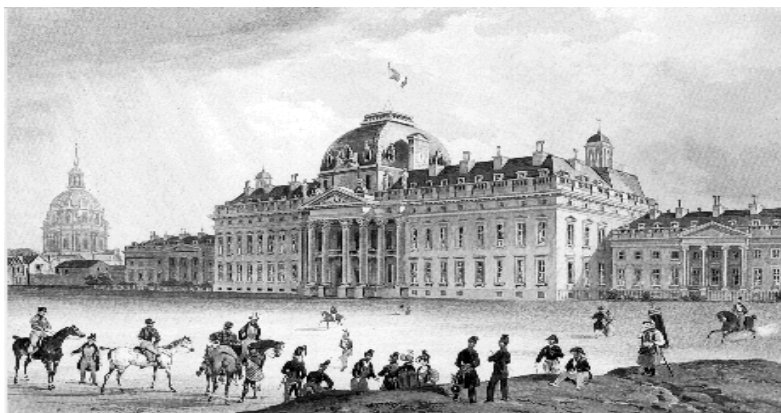
ANNEXE VII :

L'OTAN en 1999.

-

-

-



Cdt Fischer

Paris, le 12.12.1997

-5e Promotion CID-

groupe D6

PLAN:

Liste des abréviations

3

1.Introduction

1.1 Nouvel environnement de la sécurité

4

1.2 Objectif du mémoire et plan

4

2. Situation actuelle de l'élargissement de l'OTAN

5

3. L'Allemagne et l'élargissement de l'OTAN	6
3.1 La situation géopolitique de l'Allemagne	7
3.2 Les aspects géopolitiques	7
3.3 Les aspects complémentaires	9
4. La coopération avec la Russie comme	10
facteur déterminant	
5. Conclusion	11
Bibliographie	12
Annexes I -VII	13-19

-
-
-
-
-
-
-
-
-
-

Liste des abréviations:

CEI = Communauté des Etats Indépendants

CCNA= Conseil de Coopération Nord Atlantique

CPEA = Conseil du Partenariat Euro-Atlantique

GFIM = Groupement de Forces Interarmées et Multinationales

OSCE = Organisation de Sécurité de Coopération Européenne

OTAN = Organisation du Traité Atlantique Nord

-

-

PPP = Programme pour le Partenariat de la Paix.

PJC = Conseil Conjoint Permanent OTAN-RUSSIE

-

-

UE = Union Européenne

-

-

-

-

1. Introduction

1.1 Nouvel environnement de la sécurité

Les événements, qui se sont déroulés à la fin des années 80 et au début des années 90, pourraient être désignés, sans qu'on exagère, comme une révolution européenne. La conséquence évidente, fut l'unification de l'Allemagne et la liberté des états européens. Les défis à relever, du point de vue de la paix et de la politique de sécurité, sont donc, aujourd'hui, totalement différents. C'est à dire que la menace

unidirectionnelle de la Guerre Froide a disparu et qu'il s'agit maintenant d'un vaste spectre de risques et de conflits à la périphérie de l'Europe (Balkans, Caucase, Afrique du Nord ou Proche-Orient).

En même temps, la région euro-atlantique se trouve dans un processus de transformation d'une dimension historique. Les états de l'Europe centrale et orientale ont choisi d'établir la démocratie, l'économie libre et de respecter le droit individuel. Il est bien évident que nos voisins à l'Est cherchent leur avenir politique et économique dans la Communauté Européenne et dans l'Alliance Atlantique.

A cet égard, l'OTAN a commencé à relever les défis de cette nouvelle ère pour qu'elle puisse toujours agir, dans ces nouvelles conditions, comme une organisation bien adaptée aux besoins, ainsi que remplir sa mission principale, qui consiste à assurer la paix, la liberté et la sécurité sur le territoire des états membres. Bien que l'esprit de l'OTAN soit déjà bien conforme à ces nouveaux donnés, toutes les restructurations ne sont pas encore terminées. D'une part, il faut continuer à assouplir les structures politiques et militaires de l'Alliance et d'autre part, il faut trouver une réponse à la question de l'intégration des nouveaux membres.

Mais le processus est en pleine évolution comme le dernier sommet de l'Alliance à Madrid nous l'a bien montré. A cette occasion, des décisions exceptionnelles pour l'élargissement de l'OTAN à l'est ont été prises. Certaines voix ont déclaré à cet instant qu'il s'agissait d'un événement historique.

1.2 Objectif du mémoire et plan

Ainsi le thème du mémoire revêt une actualité particulière. L'objectif est d'analyser les raisons, qui montreront la position de l'Allemagne pour l'élargissement de l'Alliance à l'est de l'Europe. L'analyse se concentre exclusivement à la description des aspects et des arguments allemands concernant l'ouverture de l'OTAN. Ils sont, bien entendu, dans la majorité des cas, très proches des avis des autres partenaires européens. Nul doute qu'une comparaison des différents points de vue ainsi qu'une discussion de l'utilité de l'OTAN à l'avenir seraient intéressantes. Mais elles ne sont pas traitées dans ce mémoire par souci de concision.

Ce mémoire a pour ambition de montrer, que l'Allemagne a un intérêt vital à l'établissement d'une zone de stabilité au centre et à l'est de l'Europe, où la sécurité est assurée conjointement par l'OTAN et l'UE.

La Russie doit être traitée, dans ce contexte, comme un partenaire privilégié.

Comme le processus de l'adaptation et de l'ouverture de l'OTAN à l'est est une évolution successive depuis 1990, il est tout d'abord nécessaire de décrire brièvement le développement de l'OTAN dans ces dernières années et de concrétiser la situation actuelle. Ensuite 4 aspects seront présentés, qui vont illustrer l'intérêt de l'Allemagne à l'ouverture de l'OTAN. Enfin, il s'agira d'analyser la coopération et le partenariat avec la Russie comme facteur déterminant.

2. Situation actuelle de l'élargissement

Après le grand changement de la situation sécuritaire du continent européen, le mot clef de la paix est aujourd'hui le mot " stabilité ". Il ne s'agit plus de gagner une telle stabilité par une " balance of power " à la façon du 19e. siècle, mais il s'agit de la gagner par l'intégration politique. Partout où les structures démocratiques s'établissent, une économie dynamique et libre s'installe, la justice sociale et les droits de l'homme sont acceptés, on peut vaincre les facteurs d'instabilité et permettre ainsi à la stabilité de se répandre.

Ce constat est l'idée maîtresse de l'OTAN ainsi que l'esprit principal de la politique de sécurité allemande. Un tel raisonnement explique l'engagement fort de l'OTAN pour l'élargissement à l'est. Dès le début de sa nouvelle orientation, l'OTAN a pris en compte ce critère et a fait des progrès considérables. Le développement et l'approche successive de l'OTAN aux anciens pays de Pacte de Varsovie va être maintenant décrit.

La nouvelle orientation de l'OTAN a évidemment commencé par la déclaration de Londres en 1990. Première, où la première fois, il est fait mention d'une Europe libre et entière. L'Alliance s'est, ainsi, désignée comme moteur des changements au profit de la sécurité européenne. Symboliquement l'OTAN a déclaré donner, aux anciens adversaires de la Guerre Froide, " la main de l'amitié ".

Au sommet de Rome en novembre 1991 la nouvelle stratégie de l'OTAN était choisie. Elle est basée sur une définition de la sécurité plus vaste et se compose des nouveaux éléments de la coopération et du dialogue. En plus, on a fondé le Conseil de coopération nord-atlantique

(CCNA). Il s'agit d'une plate-forme de consultations entre les 16 états de l'OTAN et, au début, 9 états de l'Europe centrale et orientale.

De plus, les résultats du sommet de Bruxelles, en Janvier 1994, étaient remarquables, le Programme pour le Partenariat de la Paix (PPP) a été adopté. Tous les membres du CCNA et tous les états de l'OSCE y étaient invités. En outre, la conception du GFIM était créée, accompagnée par d'autres mesures pour accélérer et approfondir le développement d'une identité de sécurité et défense européenne.

La période entre 1989 et 1994 pourrait être définie comme la phase de l'orientation et des modifications. En revanche, la nouvelle structure militaire et politique de l'OTAN a commencé à se former concrètement, dès la fin de l'année 1994 (par exemple: montée en puissance des forces de réaction aux crises, restructuration des structures de commandement, opérations " out of area " sous l'égide de l'OTAN, exercices au sein de PPP, etc.).

Les accords et les décisions pris pendant les diverses conférences de l'OTAN de cette année, ont sans doute d'une qualité décisive pour réaliser une architecture de sécurité en Europe juste et durable. Parmi ces événements, le sommet de Madrid en juillet 1997 était le plus important. En effet, il a été décidé concrètement l'ouverture à l'est. Parmi les 12 états de l'Europe centrale et orientale, qui avaient demandé une intégration dans l'OTAN, la Pologne, la République tchèque et la Hongrie ont été invitées à rejoindre l'Alliance, conformément à l'article 10 du Traité de Washington. Après les procédures de la ratification nécessaires, il est prévu que les 3 pays rejoindront l'Alliance en 1999, date du 50e anniversaire de l'OTAN.

Toutefois il ne faut pas oublier que le sommet de Madrid avait été précédé par trois décisions importantes: La création du Conseil Conjoint Permanent OTAN-Russie (PJC) à Paris le 27 mai 1997, la fondation du Conseil du Partenariat Euro-Atlantique (CPEA) le 30. mai 1997 à Sintra et la Charte de Partenariat avec l'Ukraine . Au sein du Conseil Conjoint Permanent OTAN-Russie, la Russie possède dès à présent la possibilité de s'exprimer auprès de l'OTAN en permanence au sein d'un organe institutionnalisé et privilégié La Charte de Partenariat entre l'OTAN et l'Ukraine va approfondir les relations entre eux. Enfin, la création du CPEA par l'OTAN va relever le CCNA et va mener et gérer toutes les activités de PPP entre l'OTAN et les membres de PPP.

3. L'Allemagne et l'élargissement de l'OTAN

Dès le début de la discussion concernant l'élargissement de l'OTAN à l'est, l'Allemagne a voté pour une telle option. Déjà en octobre 1993, pendant une rencontre informelle entre les ministres de la défense de l'OTAN à Travemünde, le Ministre de la Défense allemande, Volker Rühle, avait clairement exprimé sa volonté de concrétiser rapidement toutes les questions concernant une ouverture de l'Alliance à l'est. Par la description suivante une telle action est bien compréhensible.

-

3.1 La situation géopolitique de l'Allemagne

Avec sa population de 80 millions, l'Allemagne est une puissance centrale située au milieu du continent européen. Ainsi, l'Allemagne est le pays européen, qui possède le plus grand nombre de voisins et n'est pour la première fois de son histoire qu'encerclé par des états amis.

Comme pays fortement industrialisé, l'Allemagne est un point clef dans la structure des puissances européennes. Une puissance économique, un fort potentiel militaire exprimé par des moyens conventionnels et une grande influence dans les plus importantes organisations internationales, donneront à l'Allemagne la possibilité mais aussi la responsabilité de participer activement à la création du nouveau visage continental de l'Europe. Par contre, l'Allemagne est comme aucun autre état sensible à toutes les instabilités en Europe, du fait de sa situation géostratégique.

En conséquence l'Allemagne a un intérêt particulier à l'intégration et à la coopération de ses voisins européens de l'est et de l'ouest. Car, c'est selon elle le meilleur moyen pour assurer les conditions d'une stabilité commune et durable. Il existe d'autres raisons à cet intérêt. Ce sont les liaisons et les interdépendances étroites des états, la dépendance en matières premières et notre renonciation aux armements nucléaires. C'est pourquoi la sécurité de l'Allemagne est assurée de la meilleure façon dans le cadre complémentaire de l'OTAN et de l'UE.

3.2 Les aspects géopolitiques

-

I. L'aspect géopolitique concernant directement la sécurité allemande

En identifiant les zones de stabilité et d'instabilité sur le continent européen, il est évident qu'après l'unification de l'Allemagne, la

nouvelle limite qui les sépare est présentée par la frontière est de l'Allemagne (Oder-Neisse Linie). Bien que les états de l'Europe centrale et orientale aient choisi la démocratie et l'économie libre, leur situation est toujours relativement instable. Un succès, malgré leur effort, n'est pas du tout garanti. Principalement, il n'est pas acceptable que la frontière germano-polonaise et germano-tchèque reste la limite entre stabilité et instabilité. Une telle situation ferait accepter le risque d'instabilité possible à proximité du territoire allemand et européen et laisserait la possibilité à celui-ci de s'étendre directement à l'ouest. L'immigration n'est qu'un exemple parmi d'autres.

Pour prévenir une telle évolution, l'alternative est l'exportation des conditions de stabilité. Ce qui est réalisable par une intégration des pays voisins de l'Allemagne dans l'OTAN. La sécurité allemande à l'Est sera donc principalement assurée de la meilleure façon, lorsque la Pologne, la République tchèque et la Hongrie seront intégrés.

La décision prise au sommet de Madrid d'inviter ces pays à rejoindre l'OTAN est alors parfaitement conforme à la position allemande. Cependant, l'intégration de ces 3 pays ne suffit pas à régler le risque d'instabilité.

-
-
-

II L'aspect géopolitique d'une vaste zone de stabilité à l'Est

A côté de la Pologne, de la République tchèque et de la Hongrie, 9 autres pays ont demandé de rentrer dans l'OTAN. A long terme il faut alors trouver une réponse à la question, si le processus évolutif d'élargissement doit aller jusqu'à la frontière russe ou devrait être arrêté à hauteur d'une ligne géographique européenne à définir.

Le problème est sans doute qu'une zone " stratégiquement vide " au centre de l'Europe entre l'OTAN et la Russie n'est pas acceptable à long terme, car elle provoquerait la désorientation des pays concernés. Sans aide et sans perspective, il est peu probable que les pays d'Europe centrale seraient seuls capables d'assurer leurs restructurations avec succès. La conséquence d'un échec pourrait considérablement augmenter le risque d'instabilité. Du point de vue allemand, une ouverture de l'Alliance au-delà de l'Europe centrale de Visegrad serait souhaitable. Dans une telle zone l'OTAN et l'UE seraient responsables pour assurer la sécurité. La garantie donnée par l'engagement de la puissance militaire des Etats-Unis montrerait que cette ouverture est sérieuse et durable.

La mise en oeuvre d'un élargissement de l'OTAN plus considérable à l'est est bien entendu dépendant de facteurs et de conditions complexes, dont les principaux sont les suivants:

- Le volume de l'élargissement de l'Alliance est fortement lié au consentement des Etats-Unis. Une intégration des nouveaux membres, sans que les Etats-Unis donnent leur garantie de protection par leurs propres moyens militaires, les armes nucléaires notamment, ne présente pas une contribution sérieuse pour la stabilité de ses pays candidats.
- Les états, qui souhaitent rejoindre l'OTAN, doivent posséder un certain niveau de développement sur le plan politique et économique; autrement, ils ne sont pas encore prêts et ne peuvent donc prétendre à devenir membre de l'Alliance.
- L'opérationalité et le fonctionnement de l'Alliance ne doivent pas mettre en danger par une ouverture trop rapide.
- Un dialogue et une coordination avec la Russie sont indispensables pour l'établissement d'une vaste zone de stabilité (voir dans partie 4 du mémoire).

Bien qu'il soit souhaitable d'installer une vaste zone de stabilité en Europe centrale et orientale du point de vue allemand, il faut constater qu'il s'agit d'un processus progressif et à long terme. Une première phase consisterait à intégrer dans l'UE les pays candidats, qui ne sont pas encore prêts à rejoindre l'OTAN. Dans une deuxième phase une ouverture de l'Alliance pour les membres de l'UE à l'Est, remplissant les conditions précitées, pourraient suivre. Un tel encadrement par ces deux organisations assurerait sans doute une plus grande stabilité sur le continent européen.

Au sommet de Madrid, l'OTAN a pris en compte une telle perspective pour les états, qui ne remplissent pas encore les conditions nécessaires. Ainsi, l'Alliance " ne leur a pas fermé la porte ". A cet égard le Secrétaire Général de l'OTAN, Javier Solana, a déclaré très clairement dans son communiqué devant la presse ,le 8. juillet 1997, à Madrid:

" Nous réaffirmons que l'OTAN reste ouverte à de nouveaux membres conformément à l'article 10 du Traité de Washington. L'Alliance continuera d'accueillir de nouveaux membres susceptibles de favoriser le développement des principes du Traité et de contribuer à la sécurité de la région euro-atlantique. "

3.3 Les aspects complémentaires

-

III. L'acceptation au droit d'autodétermination

Conformément à l'article 10 du Traité de Washington du 4. avril 1949, chaque état européen qui remplit les conditions pour rejoindre l'Alliance, a principalement le droit de devenir membre, à la condition

que les autres états membres donnent leur consentement. C'est d'ailleurs de cette façon que l'Allemagne est rentrée dans l'OTAN en 1955.

Les jeunes démocraties d'Europe centrale et orientale sont évidemment persuadées que leur sécurité future sera assurée, de la meilleure façon, au sein de l'OTAN. Il n'y a aucune raison de refuser une telle possibilité. Il faut respecter le droit à l'autodétermination de ces pays, car ces anciens pays de Pacte de Varsovie sont aujourd'hui libres dans leur choix; ils sont redevenus des états indépendants. En conséquence, ces états doivent avoir le droit de choisir eux-mêmes quelle organisation ils souhaitent rejoindre.

-

IV. L'aspect de la politique étrangère

Historiquement les liaisons de la politique étrangère allemande avec les états de l'Europe centrale et orientale ne sont toujours pas sans problèmes. Un exemple récent en est le Traité de réconciliation avec la République tchèque, qui était accompagné de discussions longues et tenaces, jusqu'à sa signature en 1995. Un approfondissement des liaisons avec les pays voisins à l'est serait réalisable de la meilleure façon dans une alliance. C'est pourquoi l'Allemagne souhaite un encadrement non seulement par l'OTAN mais aussi par l'UE, parce qu'une telle situation est la plus favorable pour faciliter les relations de la politique étrangère.

-

-

4. La coopération avec la Russie comme facteur déterminant

Malgré sa faiblesse actuelle sur le plan économique et la restructuration profonde de son système politique, la Russie reste un élément considérable de géopolitique sur le continent européen. Ce constat se justifie particulièrement par la taille de son territoire et le volume de sa population.

En revanche, c'est justement le grand territoire russe, s'étendant largement en Asie, qui exclut, a priori, le choix d'une intégration dans l'OTAN. De fait, l'équilibre interne de l'Alliance serait évidemment détruit. En effet, la zone d'intérêt de l'Alliance ne se situe pas en Asie.

Cependant une bonne partie du territoire russe se trouve en Europe, et il existe des relations historiquement étroites entre ce pays et les pays européens. Il est donc bien évident qu'une stabilité durable ne se construira pas par exclusion de la Russie mais par coopération. Ainsi la

relation privilégiée OTAN-Russie est bien le facteur déterminant de l'ouverture de l'OTAN à l'est.

Notamment, l'Allemagne a intérêt à ce que l'élargissement à l'est ne deviennent pas une action de deux processus expansifs en concurrence. C'est à dire, d'une part une politique d'élargissement de l'ouest à l'est menée par l'OTAN et d'autre part une politique d'expansion de l'est à l'ouest menée par la Russie. Le résultat final serait, alors, une nouvelle ligne de démarcation. Un tel échec politique, avec une nouvelle confrontation entre l'est et l'ouest, serait sans doute très préjudiciable pour l'Allemagne. En effet, elle se retrouverait à nouveau en première ligne.

Ainsi, les conditions pour une sécurité commune européenne doivent être fixées conjointement avec la Russie. Elle doit pouvoir exprimer ses intérêts concernant l'élargissement otanien vers ses frontières. Celui-ci, dans tous les cas, ne fait pas conduire à des bouleversements en Russie.

Un partenariat privilégié entre la Russie et l'OTAN existe d'ailleurs, comme cela a été présenté précédemment à travers du Conseil Conjoint Permanent OTAN-Russie. En fait, il s'agit d'un début, qui pourrait construire les bases éventuelles d'un système de sécurité européenne omniprésente et comprenant une coopération avec la Russie. Une telle structure constituerait les deux piliers de coopération, l'un comprenant l'OTAN et l'UE élargi de l'ouest jusqu'à l'Europe centrale, et le second comprenant la CEI sur le territoire euro-asiatique. L'OSCE pourra toujours jouer son rôle complémentaire de diplomatie préventive et de siège pour les accords et contrôles concernant le désarmement.

En revanche, l'OSCE n'est pas susceptible de remplacer l'OTAN et l'UE pour assurer la sécurité en Europe. Ses membres sont trop nombreux et trop déployés pour assurer un fonctionnement opérationnel et efficace. De plus, elle ne possède pas de structures militaires et conformément à son origine, elle n'est pas prévue comme une organisation de défense collective. Malgré tout, la Russie a proposé quelquefois une telle construction comme alternative, mais cette solution ne contribuerait en rien à la stabilité en Europe.

-

5. Conclusion

L'ambition de ce mémoire était de montrer que l'Allemagne a un intérêt vital à l'établissement d'une zone de stabilité à l'est de l'Europe, dans laquelle l'OTAN et l'UE assureraient conjointement la sécurité. Cet intérêt était d'illustrer les aspects suivants:

1. la frontière est de l'Allemagne ne peut rester la limite entre la stabilité et l'instabilité. Une adhésion des pays directement voisins à l'Allemagne dans l'OTAN et dans l'UE serait, donc, souhaitable.
1. une zone " stratégiquement vide " au centre de l'Europe serait une source d'instabilité permanente. C'est pourquoi un transfert de stabilité au-delà des pays de Visegrad passe par l'ouverture de l'OTAN et l'UE.
2. chaque état, qui désire devenir membre de l'OTAN, doit avoir une possibilité réaliste de rejoindre l'Alliance.
3. Pour développer les relations de la politique étrangère allemande avec les jeunes démocraties, la meilleure manière qu'il soient tous membres des deux Alliances (OTAN, UE).

Les résultats du sommet de Madrid ont maintenant donné une OTAN dans laquelle, l'engagement en faveur d'une sécurité et d'une stabilité européennes élargies n'est plus seulement une ligne de conduite, mais reflète désormais clairement dans la conduite à tenir. Mais ce n'est qu'un premier pas et l'Alliance doit prouver, dans les années qui viennent sa compétence à réaliser l'adhésion de ces nouveaux membres.

Toutefois, face à un optimisme compréhensible, il ne faut pas oublier que la Russie, malgré sa signature du document créant le Conseil conjoint permanent, a toujours officiellement refusé d'accepter l'élargissement de l'OTAN. De plus, les réactions, la patience et les choix des pays, qui n'ont pas encore reçu une invitation à rejoindre l'OTAN, restent des facteurs d'incertitude. Enfin, il ne faut pas négliger l'influence des coûts de l'élargissement sur ces décisions futures.

Ce sont seulement quelques défis à relever, qui montrent bien que la question de l'ouverture de l'OTAN restera jusqu'au siècle prochain à l'ordre du jour dans la politique transatlantique.

Sans aucun doute il est de l'intérêt de l'Allemagne que les résultats des conférences sur l'OTAN, de cette année, créent une architecture de sécurité durable jusqu'au prochain millénaire. On peut même penser que ces conférences, si elles assurent une stabilité durable, auront une valeur historique pour la paix en Europe comme celle concernant la Paix de Westfalie en 1648 ou la Traité de Vienne de 1815.

-

-

-

Bibliographie:

1. Bogaturov, Alexi, La Russie, l'élargissement de l'OTAN et les silences de Moscou, dans: Défense, N° 75, 1997.

1. Clement, Rolf, Statt Konfrontation Kooperation, dans: Loyal, N° 6, 1997.

2. Cornish, Paul, L'OTAN à l'aube du nouveau millénaire: de nouvelles missions, de nouveaux membres.....une nouvelle stratégie ?, dans: Revue de l'OTAN, N° 5, 1997.

3. Déclaration de Madrid sur la sécurité et la coopération euro-atlantique, 8. juillet 1997.

4. NATO-Handbook, Appendix V, chronology of events, Bruxelles 1995.

5. Ose, Dieter, Hand in Hand für die Sicherheit , dans: Information für die Truppe, N° 6, 1997.

6. Rühle, Volker, Die neue NATO, dans: Sicherheit und Frieden, N° 14, 1996.

7. Rühl, Lothar, Deutschlands Interesse an der NATO-Osterweiterung, dans: Internationale Politik, N° 11, 1996.

8. Schmückle, Gerd, Welche Folgen hat die NATO-Osterweiterung ?, dans: Der Spiegel, N° 7, 1997

9. Study on NATO Enlargement, Bruxelles, septembre 1995.

10. Traité de l'Atlantique Nord, Washington 1949, article 10.

11. Weise, Hans-Heinrich, Die Agenda deutscher Sicherheitspolitik, dans: Der Mittler Brief, N° 3, 1996.

12. Weisser, Ullrich, NATO ohne Feindbild, Berlin 1992.

-

-

-

-

ANNEXE I :

L'évolution de l'ouverture de l'OTAN à l'est.

ANNEXE II :

Déclaration de Madrid sur la sécurité et la coopération
euro-atlantiques

ANNEXE III :

Document de base du Conseil de Partenariat Euro-Atlantique.

ANNEXE IV :

Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité
mutuelles entre l'OTAN et la Fédération de Russie.

ANNEXE V :

Charte de partenariat spécifique entre l'OTAN et l'Ukraine

ANNEXE VI :

Les nouveaux membres de l'OTAN.

ANNEXE VII :

L'OTAN en 1999.

-
-
-